

Art. 4. § 1^{er}. Toutes les créances et les pièces justificatives visant le paiement de la subvention doivent être à la disposition du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement au plus tard le 30 juin 2018. Elles sont envoyées en trois exemplaires à l'attention du Service d'encadrement Budget et Contrôle de gestion - Place Victor Horta, 40, bte 10, 9^e étage, à 1060 Bruxelles.

§ 2. Les factures porteront la mention : « Déclarée sincère et véritable pour le montant en EUR de (en chiffres) (en lettres) ».

Art. 5. Conformément à l'article 123 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, la partie de la contribution volontaire non utilisée de la première tranche dans le cadre du projet mentionné ci-dessus, sera remboursée par « l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique » au Service financier du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, au numéro de compte bancaire n° IBAN BE42 6792 0059 1754 ouvert auprès de la Banque de la Poste (BIC/SWIFT : PCHQBEBB) au nom de « Recettes Diverses ».

Art. 6. Le ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 avril 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Environnement,
M.-C. MARGHEM

Art. 4. § 1. Alle schuldvorderingen en verantwoordingsstukken voor uitbetaling van de toelage moeten ten laatste op 30 juni 2018 ter beschikking liggen van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu. Ze worden in drie exemplaren ingediend ter attentie van het Stafdienst Budget en Beheers controle - Victor Hortaplein 40, bus 10, 9^e verdieping, te 1060 Brussel.

§ 2. Op de vordering wordt de vermelding aangebracht : « Voor echt en waar verklaard voor de som in EUR van (in cijfers) (in letters) ».

Art. 5. Overeenkomstig het artikel 123 van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, zal het in het kader van het hierboven vermelde project niet benutte gedeelte van de eerste schijf door « het Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen » worden terugbetaald aan de financiële dienst van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, op het bankrekeningnummer IBAN BE42 6792 0059 1754 geopend bij de Bank van de Post (BIC/SWIFT : PCHQBEBB) op naam van « Diverse Ontvangsten ».

Art. 6. De minister bevoegd voor Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 april 2017.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister voor Leefmilieu,
M.-C. MARGHEM

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2017/11936]

27 AVRIL 2017. — Décret modifiant le décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons et promulguons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. L'article 2 du décret, du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. § 1^{er}. La maison d'accueil a pour missions l'accueil, l'hébergement et l'aide psychosociale adaptée aux bénéficiaires afin de promouvoir leur autonomie, leur bien-être global et leur réinsertion dans la société, avec une attention particulière, d'une part, pour l'accompagnement social en vue du maintien, de l'ouverture ou de la réouverture des droits sociaux, et pour, d'autre part, la recherche d'une situation stable via notamment l'accès à un logement durable. Elle a également pour mission le suivi post-hébergement des bénéficiaires nécessitant un accompagnement après leur séjour dans la maison d'accueil.

Le post-hébergement effectué par les maisons d'accueil peut être exercé en collaboration avec les services ambulatoires, tels que les centres d'action sociale globale, les services de médiation de dettes ou encore les services de santé mentale et les services actifs en matière de toxicomanies.

§ 2. En complément à ses missions de base et sans préjudice de ses missions généralistes pour tous les bénéficiaires de l'accueil, la maison d'accueil peut être agréée pour une ou plusieurs des missions spécifiques suivantes : le soutien à la parentalité, le soutien des victimes de violences conjugales et intrafamiliales, et le logement accompagné. Le Collège fixe les modalités d'agrément pour ces missions spécifiques.

§ 3. On entend par bénéficiaires : les adultes, les mineurs émancipés, les mères mineures, les mineures enceintes, caractérisés par une fragilité relationnelle, sociale ou matérielle se trouvant dans l'incapacité de vivre de manière autonome, ainsi que les enfants à charge qui les accompagnent.

On entend par enfants à charge : les enfants dont les bénéficiaires s'occupent habituellement. ».

Art. 3. Dans le chapitre III du même décret il est inséré une section I^{re}, comportant les articles 3 et 4, intitulée « Conditions d'agrément ».

Art. 4. Dans le chapitre III du même décret, il est inséré une section II, comportant les articles 4/2 et 4/3, rédigée comme suit :

« Section 2. – Agrément provisoire

Art. 4/2. § 1^{er}. Le Collège octroie un agrément provisoire, après avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé, pour une durée d'un an, renouvelable maximum une fois, pour autant que le demandeur :

- 1° respecte le point 1° de l'article 3 et dispose d'un bâtiment permettant l'ouverture d'une maison d'accueil;
- 2° s'engage à respecter les points 2° à 5° et 7° à 15° du même article dès le début du fonctionnement de la maison d'accueil;
- 3° ait introduit une demande d'agrément provisoire suivant les modalités fixées par le Collège;
- 4° fournisse une attestation portant sur la sécurité incendie délivrée par le bourgmestre, sur la base d'un rapport du service incendie datant de moins d'un an au moment de l'introduction de la demande, et en tout cas postérieur à tous travaux de transformation subis par l'immeuble, autorisant l'exploitation de la maison d'accueil;
- 5° fournisse un projet collectif;
- 6° fournisse un règlement d'ordre intérieur;
- 7° fournisse une note relative au personnel prévu pour la maison d'accueil, décrivant leurs nombres et qualifications;
- 8° dispose de l'équipe de base fixée par le Collège à la date d'ouverture de la maison d'accueil;
- 9° s'engage à recruter le personnel supplémentaire requis en fonction du nombre de bénéficiaires accueillis;
- 10° s'engage à introduire les documents fixés par le Collège.

§ 2. Le Collège arrête la procédure d'octroi de l'agrément provisoire.

§ 3. La décision du Collège accordant l'agrément provisoire précise la ou les catégories d'activité définies à l'article 4, ainsi que la capacité maximale d'accueil pour lesquelles la maison d'accueil est agréée provisoirement.

§ 4. Pendant la période couvrant l'agrément provisoire, le Collège fait procéder à une inspection et détermine si la maison d'accueil répond aux conditions d'agrément et aux normes.

§ 5. L'agrément provisoire peut être suspendu, réduit ou retiré pour cause d'inobservation du présent décret ou en cas de condamnation de toute personne pour faux en écriture commis en vue d'obtenir ou de conserver un agrément provisoire. La suspension a pour effet d'interdire l'hébergement de nouveaux bénéficiaires. Le Collège fixe la procédure de suspension, de réduction ou de retrait d'agrément provisoire.

Art. 4/3. Six mois avant l'expiration de l'agrément provisoire, le Collège fait actualiser le dossier d'agrément. Il soumet une proposition motivée d'agrément, de refus d'agrément ou de renouvellement d'agrément provisoire de la maison d'accueil, pour avis au Conseil consultatif. Celui-ci rend son avis dans un délai maximum de trois mois à dater de sa saisine. Tant que le Collège n'a pas statué sur l'octroi, le refus de l'agrément ou le renouvellement de l'agrément provisoire, la maison d'accueil conserve son agrément provisoire pendant une durée maximale de six mois. ».

Art. 5. Dans le chapitre III du même décret, il est inséré une section 3, comportant les articles 5 et 6, intitulée « Octroi, modification, renouvellement, suspension et retrait d'agrément ».

Art. 6. A l'article 5 du même décret, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« L'agrément peut être suspendu, réduit ou retiré, après avis du Conseil consultatif, si les dispositions fixées aux articles 3 et 4/2 du présent décret ne sont plus respectées ou en cas de condamnation de toute personne pour faux en écriture commis en vue d'obtenir ou de conserver un agrément provisoire. La suspension a pour effet d'interdire l'hébergement de nouveaux bénéficiaires. Le Collège fixe les modalités de suspension, de réduction ou de retrait de l'agrément. ».

Art. 7. A l'article 7, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° l'alinéa 1^{er} est complété par ce qui suit « ou agréées provisoirement »;
- 2° l'alinéa 2 est complété par ce qui suit « ainsi qu'au nombre de personnes accueillies, à la mission de suivi post-hébergement et éventuellement aux missions spécifiques agréées. ».

Art. 8. L'article 10 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. Toute institution qui utilise l'appellation « maison d'accueil », sans être agréée sur la base des articles 4/2 et 5, est passible d'une amende administrative, après constatation par les services du Collège.

L'amende ne peut être inférieure à mille euros et ne pas excéder trois mille euros.

Le Collège inflige l'amende administrative et la notifie dans le mois de sa décision. L'institution dispose d'un délai d'un mois pour faire valoir ses observations. En l'absence de nouvelle décision du Collège dans le mois qui suit, l'amende administrative est due et est payable au compte général de la Commission communautaire française. ».

Art. 9. Dans le même décret, il est inséré un chapitre *Vbis* rédigé comme suit :

« CHAPITRE *Vbis*. – L'organisme représentatif et de coordination

Section 1^{re}. – Définition, missions et conditions d'agrément

Art. 10/2. § 1^{er} L'organisme a pour objet l'organisation et la coordination d'activités relatives à la promotion et à l'information des maisons d'accueil qui lui sont affiliées, il représente ses affiliés vis-à-vis du Collège.

§ 2. L'organisme a pour missions :

- 1° d'offrir son aide et ses conseils à ses affiliés;
- 2° de développer les échanges et les réflexions entre ses affiliés;
- 3° de coordonner et promouvoir les actions menées par ses affiliés;
- 4° d'assurer la diffusion de l'information parmi ses affiliés et relative à ses affiliés;
- 5° de développer une coordination avec les autres organismes de la Santé, de l'Action sociale, de la Famille et de la Cohésion sociale, sans exclure d'autres partenaires.

Il peut en outre :

- 1° promouvoir la formation continuée des travailleurs de leurs affiliés;
- 2° effectuer des travaux de recherche, d'enquête, d'étude et de publication dans les matières social/santé.

§ 3. Le Collège agréé, pour une durée indéterminée, un organisme pour le secteur des maisons d'accueil qui coordonne et représente au moins les deux tiers des maisons d'accueil.

§ 4. Pour être agréé, l'organisme satisfait aux conditions suivantes :

- 1° être constitué sous forme d'association sans but lucratif ayant parmi ses buts les missions prévues au § 2;
- 2° exercer ses activités sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;
- 3° accueillir la candidature à l'affiliation de toute maison d'accueil dans le respect de ses options philosophiques, religieuses ou politiques, pour autant que la maison d'accueil s'engage à respecter les statuts de l'organisme;
- 4° respecter les règles de déontologie et de secret professionnels en vigueur dans le secteur.

Section 2. – Procédures d'octroi, de modification, de renouvellement et de retrait d'agrément provisoire et d'agrément

Sous-Section 1^{re}. – Appel public à candidature et demande d'agrément

Art. 10/3. § 1^{er}. Le Collège lance un appel à candidature en vue de l'obtention de l'agrément en tant qu'organisme représentatif et de coordination. Cet appel spécifie le délai d'introduction de la candidature ainsi que les conditions d'agrément fixées par le Collège conformément à l'article 10/4 du présent décret.

La candidature est introduite auprès du Collège. Le Collège détermine les modalités et la procédure d'appel à candidatures.

Cette candidature est accompagnée d'une note précisant la manière dont l'organisme répond aux missions pour lesquelles il demande à être agréé.

Si, au terme de l'examen des candidatures, plusieurs associations remplissent les conditions fixées par le Collège, celui-ci procède à une sélection sur base de la qualité du projet, de l'expérience des personnes attachées à la réalisation des activités, en regard des missions telles que prévues à l'article 10/2.

Sous-Section 2. – Agrément provisoire

Art. 10/4. § 1^{er}. Le Collège octroie un agrément provisoire pour une durée de deux ans, renouvelable maximum une fois, pour autant que le demandeur respecte les conditions fixées par le Collège.

§ 2. La décision du Collège accordant l'agrément provisoire précise les secteurs que l'organisme coordonne et éventuellement représente.

§ 3. Pendant la période couvrant l'agrément provisoire, le Collège fait procéder à une inspection et détermine si l'organisme répond aux conditions d'agrément et aux normes.

Sous-Section 3. – Octroi et refus d'agrément

Art. 10/5. § 1^{er}. Six mois avant l'expiration de l'agrément provisoire, le Collège fait actualiser le dossier. Il fixe la procédure d'agrément, de refus d'agrément ou de renouvellement d'agrément.

§ 2. La décision du Collège relative à l'agrément précise les missions pour lesquelles l'organisme est agréé ainsi que le secteur que l'organisme coordonne et représente.

Sous-Section 4. – Modification d'agrément

Art. 10/6. § 1^{er}. L'organisme introduit une demande de modification d'agrément en cas de modification du nom ou du but social de l'association sans but lucratif.

§ 2. La demande de modification d'agrément est instruite suivant les règles applicables à la demande d'agrément et les modalités fixées par le Collège.

Sous-Section 5. – Retrait d'agrément ou modification contrainte d'agrément

Art. 10/7. § 1^{er}. Lorsque les conditions d'agrément et les normes de fonctionnement ne sont plus respectées, ou lorsque l'organisme ne remplit plus toutes les missions précisées dans la décision relative à son agrément, le Collège peut prendre une décision de retrait ou de modification contrainte d'agrément.

Sous-Section 6. – Fermeture volontaire

Art. 10/8. Lorsque l'organisme décide de cesser ses activités, il communique cette décision au Collège trois mois avant qu'elle ne produise ses effets. L'organisme est tenu de communiquer sa décision de fermeture à ses affiliés et aux membres de son personnel. Le Collège prend acte de la fermeture volontaire.

Section 3. – Normes et dispositions relatives aux subventions

Sous-Section 1^{re}. – Normes de fonctionnement

Art. 10/9. § 1^{er}. L'organisme élabore, au moins tous les cinq ans, un rapport qui contient, pour le secteur représenté :

- 1° une description de l'évolution des pratiques professionnelles du secteur;
- 2° une analyse de l'évolution des problématiques sociales et de santé que rencontre leur secteur;
- 3° une analyse de l'adéquation de l'offre de service du secteur avec ces nouvelles problématiques sociales et de santé.

Il peut en outre, en concertation avec les partenaires sociaux, élaborer une analyse des plans annuels de formation continuée des travailleurs du secteur.

Le rapport, et le cas échéant l'analyse des plans de formation, sont transmis au Conseil consultatif qui en débat et qui les transmet au Collège accompagné de son avis.

§ 2. Sur la base des rapports prévus au § 1^{er}, l'organisme participe également, tous les cinq ans, à l'élaboration d'un rapport commun à tous les secteurs de l'Action sociale et de la Famille et de la Santé.

Ce rapport contient une analyse globale de l'évolution des problématiques sociales et de santé rencontrées et de l'adéquation de l'offre de service de l'ensemble des secteurs à ces problématiques.

Ce rapport propose, le cas échéant, des orientations nouvelles pour la politique de Santé, d'Action sociale et de la Famille.

Il est transmis au Conseil consultatif qui en débat et qui le transmet au Collège accompagné de son avis.

Sous-Section 2. – Dispositions relatives aux subventions

Art. 10/10., § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires, le Collège accorde à l'organisme agréé une subvention forfaitaire dont le Collège fixe le montant.

Le montant de cette subvention ne peut être inférieur à 36.600 euros par an.

Ce montant est indexé le 1^{er} janvier de chaque année, par référence à l'indice santé 122,23 de décembre 2007 (base 1996) selon la formule suivante :

Montant de base x indice santé de décembre de l'année précédente / Indice santé de décembre 2007

§ 2. La subvention fixée au § 1^{er} couvrent des frais de personnel, de formation et de fonctionnement.

Soixante pour cent, au moins, de cette subvention doivent être justifiés par des frais de personnel.

§ 3. Le Collège détermine les types de frais admis à la subvention ainsi que les justificatifs à fournir.

§ 4. La subvention à l'organisme est liquidée suivant les modalités visées à l'article 8.

Section 4. – Contrôle et Inspection

Art. 10/11. Le Collège désigne les agents des services du Collège de la Commission communautaire française chargés du contrôle et de l'inspection de l'organisme agréé et de l'organisme qui a demandé un agrément.

Art. 10/12. L'organisme se conforme aux dispositions relatives au contrôle et à l'inspection. À cette fin, il garantit à ces agents un libre accès à ses locaux et la possibilité de consulter sur place les pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission. ».

Art. 10. Le décret du 16 juin 2005 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux organismes représentatifs de l'Action sociale et de la Famille est abrogé.

L'organisme représentatif du secteur des maisons d'accueil agréé par la Commission communautaire française à la date d'entrée en vigueur du présent décret est agréé à durée indéterminée. Il est soumis aux dispositions du décret et à ses arrêtés d'exécution.

Art. 11. Le Collège fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Bruxelles, le 31 mars 2017.

La Présidente

Le Secrétaire

Le Greffier

Bruxelles, le 27 avril 2017.

Pour le Gouvernement francophone bruxellois :

F. LAANAN,

Ministre-Présidente du Gouvernement francophone bruxellois chargée du Budget, de l'Enseignement, du Transport scolaire, de l'Accueil de l'Enfance, du Sport et de la Culture

R. VERVOORT,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargé de la Cohésion sociale et du Tourisme

Cécile JODOGNE,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargée de la Fonction publique, de la politique de la Santé

D. GOSUIN,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargé de la Formation professionnelle

Céline FREMAULT,

Ministre du Gouvernement francophone bruxellois chargée de la Politique d'aide aux Personnes handicapées, de l'Action sociale, de la Famille et des Relations internationales

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/11936]

27 APRIL 2017. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en subsidies aan onthaalhuizen

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, het College, bekrachtigen en verkondigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid als bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 2 van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangthuizen wordt vervangen door hetgeen volgt :

"Art. 2. § 1. Het opvangtehuis heeft als doel de opvang, het onderbrengen en de gepaste psychosociale bijstand van de begunstigten om hun zelfredzaamheid, hun globale welzijn en hun herinschakeling in de maatschappij te promoten, met speciale aandacht, enerzijds, voor de sociale begeleiding met het oog op het handhaven, de opening of het opnieuw openen van sociale rechten, en voor, anderzijds, de zoektocht naar een stabiele situatie, vooral via de toegang tot duurzame huisvesting. Het heeft eveneens als doel om na residentiële opvang de begunstigten op te volgen die na hun verblijf in het opvangtehuis begeleiding nodig hebben.

De begeleiding na residentiële opvang die door de opvangtehuizen uitgevoerd wordt, kan in samenwerking met de ambulante diensten zoals de globale centra voor maatschappelijk welzijn, de schuldbemiddelingsdiensten of de diensten voor geestelijke gezondheid en de diensten die actief zijn op het gebied van drugsverslaving uitgevoerd worden.

§ 2. In aanvulling op zijn basisopdrachten en onverminderd zijn algemene opdrachten voor alle begunstigden van de opvang, kan het opvangtehuis voor een of meerdere van de volgende specifieke opdrachten erkend worden : de steun aan het ouderschap, de steun van de slachtoffers van intrafamiliaal en partnergeweld, en het begeleid wonen. Het College bepaalt de erkenningsmodaliteiten voor deze specifieke opdrachten.

§ 3. Onder begunstigden verstaan we : de volwassenen, de meerderjarig verklaarde minderjarigen, de minderjarige moeders, de zwangere minderjarigen, die relationeel, sociaal of materieel kwetsbaar zijn en onmogelijk autonoom kunnen leven, alsook de kinderen die zij ten laste hebben.

Onder kinderen ten laste verstaan we de kinderen waarover de begunstigden zich gewoonlijk ontfermen."

Art. 3. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt er een afdeling I ingevoegd die de artikelen 3 en 4 omvat en "Erkenningsvoorwaarden" genaamd is.

Art. 4. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt er een afdeling II ingevoegd die de artikelen 4/2 en 4/3 omvat en die luidt als volgt :

"Afdeling 2. – Voorlopige erkenning

Art. 4/2. § 1. Het College kent, na advies van het Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé (Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid), voor een duur van een jaar een voorlopige erkenning toe die maximaal een keer hernieuwbaar is, voor zover de aanvrager :

1° punt 1° van artikel 3 naleeft en over een gebouw beschikt waarin een opvangtehuis geopend kan worden;

2° zich ertoe verbindt om de punten 2° tot 5° en 7° tot 15° van hetzelfde artikel van bij het begin van de werking van het opvangtehuis na te leven;

3° een aanvraag voor voorlopige erkenning heeft ingediend volgens de modaliteiten die door het College vastgesteld zijn;

4° een attest aflevert houdende de brandveiligheid dat door de burgemeester uitgereikt is, op basis van een verslag van de brandweerdienst dat niet ouder dan een jaar is op het moment van de indiening van de aanvraag, en in ieder geval dateert van na de verbouwingswerken van het gebouw, die de exploitatie als opvangtehuis toelaten;

5° een collectief project aflevert;

6° een huishoudelijk reglement aflevert;

7° een nota aflevert betreffende het personeel dat voor het opvangtehuis voorzien is en dat hun aantallen en kwalificaties omschrijft;

8° op de openingsdatum van het opvangtehuis over het basisteam beschikt dat door het College vastgesteld is;

9° er zich toe verbindt om bijkomend personeel aan te werven dat in functie van het aantal onthaalde begunstigden vereist is;

10° er zich toe verbindt om de documenten die door het College vastgesteld zijn, in te dienen.

§ 2. Het College bepaalt de toekenningsprocedure van de voorlopige erkenning.

§ 3. De beslissing van het College waardoor de voorlopige erkenning verstrekt wordt, omschrijft nader de activiteitscategorie(ën) die in artikel 4 gedefinieerd zijn, alsook de maximale opvangcapaciteit waarvoor het opvangtehuis voorlopig erkend wordt.

§ 4. Tijdens de periode die de voorlopige erkenning behelst, laat het College een inspectie uitvoeren en bepaalt hij of het opvangtehuis de erkenningsvoorwaarden en normen vervult.

§ 5. De voorlopige erkenning kan opgeschort, ingekort of ingetrokken worden wegens het niet naleven van het huidige decreet of in geval van veroordeling van iedere persoon wegens valsheid in geschrifte die gepleegd werd met het oog op het bekomen of behouden van een voorlopige erkenning. De opschorting heeft als gevolg dat het onderbrengen van nieuwe begunstigden verboden wordt. Het College legt de procedure voor opschorting, inkorting of intrekking van de voorlopige erkenning vast.

Art. 4/3. Zes maanden voor het verstrijken van de voorlopige erkenning laat het College het erkenningsdossier actualiseren. Hij legt een gemotiveerd voorstel tot erkenning, weigering van erkenning of van hernieuwing van voorlopige erkenning van het opvangtehuis, voor advies aan de Adviesraad voor. De raad verstrekt binnen een maximumtermijn van drie maanden, te rekenen vanaf het verzoek, zijn advies. Zolang het College geen uitspraak heeft gedaan over de toekenning, de weigering van de erkenning of de hernieuwing van de voorlopige erkenning, behoudt het opvangtehuis gedurende een maximale duur van zes maanden zijn voorlopige erkenning."

Art. 5. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt er een afdeling 3 ingevoegd die de artikelen 5 en 6 omvat en "Toekenning, wijziging, hernieuwing, opschorting en intrekking van erkenning" genaamd is.

Art. 6. In artikel 5 van hetzelfde decreet wordt het 4de lid vervangen door hetgeen volgt :

– De erkenning kan, na advies van de Adviesraad, opgeschort, ingekort of ingetrokken worden wegens het niet langer naleven van de bepalingen bepaald in de artikelen 3 en 4/2 van het huidige decreet of in geval van veroordeling van iedere persoon wegens valsheid in geschrifte die gepleegd werd met het oog op het bekomen of behouden van een voorlopige erkenning. De opschorting heeft als gevolg dat het onderbrengen van nieuwe begunstigden verboden wordt. Het College legt de modaliteiten voor opschorting, inkorting of intrekking van de erkenning vast."

Art. 7. In artikel 7, § 1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 1ste lid wordt aangevuld met hetgeen volgt "of voorlopig erkende";

2° het 2de lid wordt aangevuld met hetgeen volgt "alsook aan het aantal opgevangen personen, aan de opdracht van opvolging na residentiële opvang en eventueel aan de erkende specifieke opdrachten".

Art. 8. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

"Art. 10. Iedere instelling die de benaming "opvangtehuis" gebruikt, zonder erkend te zijn op basis van de artikelen 4/2 en 5, is strafbaar met een geldboete, na vaststelling door de diensten van het College.

De boete mag niet lager dan duizend euro en mag drieduizend euro niet overschrijden.

Het College legt de administratieve geldboete op en geeft er binnen de maand van zijn beslissing kennis van. De instelling beschikt over een termijn van een maand om haar opmerkingen mee te delen. In afwezigheid van een nieuwe beslissing van het College binnen de maand die volgt, is de administratieve geldboete verschuldigd en betaalbaar op de algemene rekening van de Franse Gemeenschapscommissie.”.

Art. 9. In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk *Vbis* ingevoegd, als volgt opgesteld :

”HOOFDSTUK *Vbis*. – De representatieve en coördinatie-instelling

Afdeling 1. – Definitie, opdrachten en erkenningsvoorwaarden

Art. 10/2. § 1. De instelling heeft als voorwerp de organisatie en de coördinatie van activiteiten betreffende de promotie en de informatie van de opvangtehuizen die bij haar aangesloten zijn, ze vertegenwoordigt haar aangesloten leden ten aanzien van het College.

§ 2. De instelling heeft als opdrachten :

- 1° aan haar aangesloten leden bijstand en advies te verstrekken;
- 2° uitwisselingen en denkoefeningen tussen haar aangesloten leden tot stand te brengen;
- 3° de door haar aangesloten leden gevoerde acties te coördineren en te promoten;
- 4° de verspreiding van informatie onder haar leden en betreffende haar aangesloten leden te garanderen;
- 5° coördinatie met de overige instellingen van Gezondheid, Sociale Actie, Gezin en Sociale Samenhang tot stand te brengen, zonder daarbij andere partners uit te sluiten.

Ze kan bovendien :

- 1° de voortgezette opleiding van de werknemers van hun aangesloten leden promoten;
- 2° onderzoekswerk, enquêtes, studies en publicaties in sociale en gezondheidsaangelegenheden uitvoeren.

§ 3. Het College erkent, voor een onbepaalde duur, een instelling voor de sector van de opvangtehuizen die minstens twee derde van de opvangtehuizen coördineert en vertegenwoordigt.

§ 4. Om erkend te worden voldoet de instelling aan de volgende voorwaarden :

- 1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk met in haar doelstellingen de opdrachten bepaald in § 2;
- 2° haar activiteiten op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest uitoefenen;
- 3° de kandidatuur voor het lidmaatschap aanvaarden van elk opvangtehuis met respect voor diens filosofische, religieuze of politieke keuzes, voor zover het opvangtehuis er zich toe verbindt om de statuten van de instelling na te leven;
- 4° de deontologische regels en die van het beroepsgeheim die in de sector van kracht zijn, naleven.

Afdeling 2. – Procedures van toekenning, wijziging, hernieuwing en intrekking van voorlopige erkenning en erkenning

Onderafdeling I. – Publieke oproep tot kandidaatstelling en erkenningsaanvraag

Art. 10/3. § 1. Het College lanceert een oproep tot kandidaatstelling met het oog op het bekomen van de erkenning als representatieve en coördinatie-instelling. Deze oproep vermeldt de indieningstermijn van de kandidatuur alsook de erkenningsvoorwaarden die door het College in overeenstemming met artikel 10/4 van het huidige decreet vastgelegd zijn.

De kandidatuur wordt bij het College ingediend. Het College bepaalt de modaliteiten en de procedure voor de oproep tot kandidaatstelling.

Deze kandidatuur gaat vergezeld van een nota die de manier vermeldt waarop de instelling de opdrachten vervult waarvoor zij vraagt om erkend te worden.

Indien na afloop van het onderzoek van de kandidaatstellingen, verschillende verenigingen de voorwaarden die door het College vastgelegd zijn, vervullen, gaat hij over tot een selectie op basis van de kwaliteit van het project, van de ervaring van de personen die bij de uitvoering van de activiteiten betrokken zijn, ten opzichte van de opdrachten zoals die in artikel 10/2 bedoeld zijn.

Onderafdeling 2. – Voorlopige erkenning

Art. 10/4. § 1. Het College kent een voorlopige erkenning toe voor een duur van twee jaar die maximaal een keer hernieuwbaar is, voor zover de aanvrager de voorwaarden die door het College vastgesteld zijn, naleeft.

§ 2. De beslissing van het College die de voorlopige erkenning verstrekt, vermeldt de sectoren die de instelling coördineert en eventueel vertegenwoordigt.

§ 3. Tijdens de periode die de voorlopige erkenning behelst, laat het College een inspectie uitvoeren en bepaalt hij of de instelling de erkenningsvoorwaarden en normen vervult.

Onderafdeling 3. – Toekenning en weigering van de erkenning

Art. 10/5. § 1. Zes maanden voor het verstrijken van de voorlopige erkenning, laat het College het dossier actualiseren. Het legt de procedure voor erkenning, weigering van erkenning of van hernieuwing van de erkenning vast.

§ 2. De beslissing van het College betreffende de erkenning vermeldt de opdrachten waarvoor de instelling erkend is alsook de sector die de instelling coördineert en vertegenwoordigt.

Onderafdeling 4. – Wijziging van de erkenning

Art. 10/6. § 1. De instelling dient een aanvraag tot wijziging van de erkenning in, in geval van wijziging van de naam of van de maatschappelijke doelstelling van de vereniging zonder winstoogmerk.

§ 2. De aanvraag voor de wijziging van de erkenning wordt onderzocht volgens de regels die op de erkenningsaanvraag van toepassing zijn en de modaliteiten die door het College vastgesteld zijn.

Onderafdeling 5. – Intrekking van erkenning of gedwongen wijziging van erkenning

Art. 10/7. § 1. Wanneer de erkenningsvoorwaarden en de werkingsnormen niet meer nageleefd worden, of wanneer de instelling niet langer alle opdrachten vervult die in de beslissing betreffende haar erkenning vermeld zijn, kan het College een beslissing nemen om de erkenning in te trekken of gedwongen te wijzigen.

Onderafdeling 6. – Vrijwillige sluiting

Art. 10/8. Wanneer de instelling beslist om haar activiteiten stop te zetten, deelt ze drie maanden alvorens dit in werking treedt, deze beslissing aan het College mee. De instelling is ertoe gehouden om haar beslissing tot sluiten aan haar aangesloten leden en aan haar personeelsleden mee te delen. Het College neemt akte van de vrijwillige sluiting.

Afdeling 3. – Normen en bepalingen betreffende de subsidies

Onderafdeling 1. – Werkingsnormen

Art. 10/9. § 1. De instelling werkt, minstens elke vijf jaar, een verslag uit dat, voor de vertegenwoordigde sector, omvat :

- 1° een beschrijving van de evolutie van de professionele praktijken van de sector;
- 2° een analyse over de evolutie van de sociale en gezondheidskwesties waarmee de sector geconfronteerd wordt;
- 3° een analyse over de afstemming van het dienstverleningsaanbod van de sector op deze nieuwe sociale en gezondheidskwesties.

Ze kan bovendien, in overleg met de sociale partners, een analyse doorvoeren van de jaarlijkse plannen voor voortgezette opleiding van de werknemers in de sector.

Het verslag, en in voorkomend geval de analyse van de opleidingsplannen, worden aan de Adviesraad overgemaakt die ze bespreekt en die ze vergezeld van zijn advies aan het College overmaakt.

§ 2. Op basis van de verslagen bedoeld in § 1, neemt de instelling, iedere vijf jaar, ook deel aan de uitwerking van een gemeenschappelijk verslag voor alle sectoren van de Sociale Actie en van Gezin en Gezondheid.

Dit verslag omvat een globale analyse van de evolutie van de sociale en gezondheidskwesties waarmee men geconfronteerd werd en van de afstemming van het dienstverleningsaanbod van alle sectoren op deze kwesties.

Dit verslag stelt, indien nodig, nieuwe keuzes voor in verband met het beleid voor Gezondheid, Sociale Actie en Gezin.

Het wordt aan de Adviesraad overgemaakt die het bespreekt en die het vergezeld van zijn advies aan het College overmaakt.

Onderafdeling 2. – Bepalingen betreffende de subsidies

Art. 10/10. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten verstrekt het College aan de erkende instelling een forfaitaire subsidie waarvan het College het bedrag bepaalt.

Het bedrag van deze subsidie mag niet lager dan 36.600 euro per jaar zijn.

Dit bedrag wordt op 1 januari van elk jaar geïndexeerd, door verwijzing naar de gezondheidsindex 122,23 van december 2007 (basis 1996) volgens de volgende formule :

Basisbedrag x gezondheidsindex van december van het voorgaande jaar/gezondheidsindex van december 2007.

§ 2. De subsidie bepaald in § 1 dekt personeels-, opleidings- en werkingskosten.

Minstens zestig procent van deze subsidie moet door personeelskosten verantwoord worden.

§ 3. Het College bepaalt de soorten kosten die voor de subsidie toegestaan zijn, alsook de bewijsstukken die afgeleverd moeten worden.

§ 4. De subsidie voor de instelling wordt volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 8 vereffend.

Afdeling 4. – Controle en Inspectie

Art. 10/11. Het College duidt de medewerkers van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie aan die bevoegd zijn voor de controle en inspectie van de erkende instelling en van de instelling die een erkenning gevraagd heeft.

Art. 10/12. De instelling brengt zichzelf in overeenstemming met de bepalingen in verband met de controle en de inspectie. Hiertoe garandeert het deze medewerkers een vrije toegang tot haar lokalen en de mogelijkheid om ter plaatse de stukken en documenten in te zien die noodzakelijk zijn voor het vervullen van hun opdracht.”

Artikel 10

Het decreet van 16 juni 2005 betreffende de erkenning en de toekenning van subsidies aan de representatieve instellingen van de Sociale Actie en het Gezin wordt ingetrokken.

De representatieve instelling van de sector van de opvanghuizen die door de Franse Gemeenschapscommissie erkend is op de datum van inwerkingtreding van dit decreet wordt voor onbepaalde duur erkend. het wordt aan de bepalingen van het decreet en aan zijn uitvoeringsbesluiten onderworpen.

Art. 10. Het College bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Brussel, 31 maart 2017.

De voorzitter,

De Secretaris

De Griffier

Brussel, 27 april 2017.

Voor de Brusselse Franstalige Regering :

F. LAANAN,

Minister-presidente van de Brusselse Franstalige Regering, bevoegd voor de Begroting,
het Onderwijs, het Schooltransport, de Kinderopvang, Sport en Cultuur

R. VERVOORT,

Minister van de Brusselse Franstalige Regering bevoegd voor de Sociale Samenhang en Toerisme

C. JODOGNE,

Minister van de Brusselse Franstalige Regering bevoegd voor het openbaar ambt, het gezondheidsbeleid
D. GOSUIN,
Minister van de Brusselse Franstalige Regering bevoegd voor de beroepsopleiding
C. FREMAULT,
Minister van de Brusselse Franstalige bevoegd voor het Hulpbeleid voor personen met een handicap,
de Sociale Actie, het Gezin en internationale Betrekkingen.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C – 2017/12349]

18 MAI 2017. — Décret modifiant les articles 3, 15 et 16 et insérant un article 45^{ter} dans la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 3 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, les modifications suivantes sont apportées :

1° les 13 et 14 sont remplacés par ce qui suit :

« 13. Mise à mort : tout procédé appliqué intentionnellement qui cause la mort d'un animal ;

14. Abattage : la mise à mort d'animaux destinés à la consommation humaine ; » ;

2° il est inséré le 14.1. rédigé comme suit :

« 14.1. Étourdissement : tout procédé appliqué intentionnellement qui provoque une perte de conscience et de sensibilité sans douleur, y compris tout procédé entraînant une mort immédiate ; ».

Art. 2. L'article 15 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. Un vertébré ne peut être mis à mort que par une personne ayant les connaissances et les capacités requises, et suivant la méthode la plus sélective, la plus rapide et la moins douloureuse pour l'animal.

Un vertébré est mis à mort uniquement après anesthésie ou étourdissement, sauf les cas de :

1° force majeure ;

2° pratique de la chasse ou de la pêche ;

3° lutte contre les organismes nuisibles.

Lorsque la mise à mort d'animaux fait l'objet de méthodes particulières d'abattage prescrites par des rites religieux, le procédé d'étourdissement doit être réversible et ne peut entraîner la mort de l'animal. ».

Art. 3. L'article 16 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16. Le Gouvernement fixe les conditions et les modalités se rapportant :

1° à la compétence du personnel travaillant dans les abattoirs et des personnes participant à la mise à mort des animaux, en ce compris la mise en place de formations et d'examens ainsi que la délivrance, le retrait et la suspension de certificats délivrés dans ce cadre ;

2° à la qualification des personnes habilitées à pratiquer la mise à mort d'un animal ;

3° au contrôle des conditions d'abattage ;

4° à la construction, l'aménagement et l'équipement des abattoirs ;

5° à l'utilisation de produits ou matériel destinés à la mise à mort d'animaux.

Art. 4. Dans le chapitre XII de la même loi, il est inséré un article 45^{ter} rédigé comme suit :

« Art 45^{ter}. Jusqu'au 31 août 2019, l'article 15 ne s'applique pas aux abattages prescrits par un rite religieux.

Le Gouvernement peut prévoir la procédure et les conditions de contrôles démontrant que l'abattage est entrepris dans le cadre d'un rite religieux. ».

Art. 5. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} juin 2018.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 18 mai 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO